

Par Guy Konopnicki

## L'unique parti

Les anciens partis étant partis en vrille, fatalement court-circuités à force d'être traversés de courants contradictoires, le nouveau parti s'affirme, sans que l'on sache ce qui peut bien unifier ses adhérents. Les journaux publient des portraits, de belles histoires de

jeunes gens et de jeunes femmes dynamiques qui ont un jour décidé d'être du parti. Quand on leur demande ce qui les motive ils invoquent le désir de « faire bouger les choses », ils répètent le mot réforme, sans plus de précision. Ils veulent faire, ils vont faire. Ce verbe étant le maître mot de la langue française, ils sont la France, et même, la République en marche.

**Ce parti se trouve dans une position inédite : il a conquis le pouvoir avant d'exister.** Quand

on songe aux nombreuses formations qui ont occupé le champ politique sans jamais parvenir au pouvoir, on peut avoir le sentiment de vivre une véritable révolution. Être d'emblée tout et rien à la fois n'est pas donné à tout le monde. Nous étions tant habitués à ceux qui promettaient tout pour n'arriver à rien ! Nous voici sous un parti qui détient tout et dont nous ne savons rien. Il y a bien une présidente, par intérim, Catherine Barbaroux, chargée de structurer le machin. Le parti s'est même réuni, ce n'était pas un congrès, seulement une sorte d'assemblée rythmée par des applaudissements, plus que par des prises de parole. Il s'agissait d'approuver par claquements des mains la ligne présentée par Edouard Philippe, devenu Premier ministre, parce qu'il n'était pas membre

d'En marche et incarnait l'ouverture. Donc Edouard Philippe animait la réunion du parti, alors même que le sien préparait à son encontre une procédure d'exclusion. Belle manière de dire aux adhérents de La République en marche qu'ils ne sont finalement rien. Ils ne versent pas de cotisations et peuvent

étaient fondés sur des projets, des principes, voire des idéologies qui existaient avant les plus prestigieux des leaders. Le socialisme précédait François Mitterrand et même Jean Jaurès. La vie de La République en marche commence avec Emmanuel Macron. Le parti ne connaît donc qu'une seule pensée, celle du pré-

sident. Le simple adhérent ne peut prétendre penser. Il a le droit de se réunir sous le portrait du président et d'applaudir les orateurs.

**Le député, lui, a des devoirs.** Etant élu dans la foulée de l'élection du président Macron, il se doit donc de voter les textes législatifs proposés par le gouvernement. De quoi se plaindrait-il ? Il touche plus de 7 000 euros mensuels pour voter selon les indications fournies par le président de son groupe. Il peut, en cer-

taines circonstances, exprimer des doutes, peut-être des désaccords, mais au moment du vote la discipline prévaut. Cela ressemble furieusement au centralisme démocratique jadis en vigueur au Parti communiste. Un oxymore, le centralisme démocratique. L'humour des pays de l'Est en définissait parfaitement le mécanisme : on vide un seau d'eau par la fenêtre, c'est le centralisme, pour le rendre démocratique, il suffit de faire remonter l'eau. Les députés La République en marche se contenteront de faire remonter leurs voix afin d'assurer l'adoption de toutes les propositions du gouvernement. Pour compléter ce dispositif, En marche annonce le lancement d'un organe central, contrepoint à la pollution critique des médias. La République en marche est un parti unique... en son genre ! ■

Et si la FRANCE CHANGÉAIT DE NOM ?

J'ai bien une  
Petite idée



donc s'en remettre à un homme qui les a payées ailleurs. Pour une innovation, c'est une innovation. L'adhésion étant gratuite, le marcheur de base serait mal fondé de se plaindre. A ce prix-là, on prend la politique comme elle vient, du haut de la tribune, et on applaudit.

**Emmanuel Macron vient de fonder le parti idéal.** Un financement public colossal, fondé sur le nombre de voix aux législatives augmenté de la prime versée pour chacun des 309 députés. Autrement dit, une pompe à fric. Nul besoin de cotisants, ces gens la ramènent à tout propos et se croient propriétaires du parti. Ces gens seraient bien capables de discuter les orientations politiques, et même de critiquer le président de la République ! Les partis classiques